

## La Guerre d'Algérie (vikidia )

**La guerre d'Algérie est une guerre qui, de 1954 à 1962, a opposé l'armée française à des insurgés nationalistes algériens regroupés dans l'ALN (Armée de libération nationale) encadrée par le FLN (Front de libération nationale).**

La guerre est surtout due au refus des gouvernements français et des colons de remettre en cause les profondes inégalités civiles, politiques et économiques entre la population d'origine européenne (les colons ou « pieds noirs » installés par vagues successives depuis 1830) et la population arabo-berbère de religion musulmane. Elle s'est déroulée en Algérie (qui était alors un territoire français) mais aussi en France métropolitaine (avec de nombreux attentats terroristes, assassinats et massacres de manifestants).

La guerre (appelée alors « événements d'Algérie ») a fait entre 500 000 à 1 million de morts. Elle a abouti, en 1962, à l'indépendance de l'Algérie et au départ précipité d'environ un million de « pieds noirs ». En France, la guerre a provoqué la disparition de la Quatrième République et son remplacement par la Cinquième République.

### L'Algérie en 1954

En 1954, l'Algérie compte environ 9,5 millions d'habitants. Neuf personnes sur dix sont des arabo-berbères de religion musulmane. Une personne sur dix descend de colons d'origine européenne installés depuis le milieu du XIXe siècle (les pieds noirs).

Les arabo-berbères sont à plus de 90% des agriculteurs. Ils sont petits propriétaires de mauvaises terres ou bien ouvriers agricoles dans les grands domaines appartenant aux colons. La plupart sont pauvres. Leur croissance démographique est très importante. En ville, ils sont employés par les colons ou ouvriers ou petits commerçants. Les colons vivent surtout en ville. Ils sont fonctionnaires, commerçants, artisans, ouvriers. Beaucoup vivent médiocrement. Les colons agriculteurs sont très peu nombreux mais possèdent le quart des terres (souvent les meilleures).

L'inégalité politique est très importante et légale en Algérie. Les habitants votent en fonction de leur origine. À l'Assemblée algérienne, qui détient peu de pouvoirs, les colons disposent d'autant de représentants que les arabo-berbères. Les colons ne veulent pas que l'égalité politique soit accordée aux arabo-berbères. Ces derniers sont divisés quant à l'attitude à adopter face à la présence française en Algérie.

## Les débuts de la guerre

Dans la nuit du 30 octobre au 1er novembre 1954 (la Toussaint), des nationalistes algériens organisent 70 attentats, surtout en Kabylie et dans les Aurès. Ils attaquent des bâtiments publics (hôpitaux, magasin, ...), des assassinats de colons isolés. Au total, sept morts sont recensés. Les rebelles, que l'on appelle fellaga ("bandits de grand chemin"), annoncent également la création du FLN, mouvement politique partisan de l'indépendance de l'Algérie et celle d'une armée l'ALN luttant pour obtenir cette indépendance.

Rapidement la gendarmerie et l'armée françaises parviennent à désorganiser les réseaux du FLN. Les « rebelles » doivent se contenter d'actions épisodiques contre les forces de l'ordre, les colons et contre les arabo-berbères favorables à la France. Ils luttent également contre les partisans de Messali Hadj, qui ont refusé de rejoindre le FLN.

Le gouvernement français présidé par Pierre Mendès-France, où François Mitterrand est ministre de l'Intérieur (de qui dépend l'Algérie), affirme que l'Algérie restera française et qu'il faut rétablir l'ordre. Il reçoit le soutien de quasiment tous les partis politiques et de la plus grande partie de l'opinion publique en France. Cependant, il décide de réformer afin de faire disparaître les raisons de la rébellion. Le gaulliste Jacques Soustelle, nommé gouverneur général de l'Algérie, entreprend un vaste programme de scolarisation et prend des initiatives pour développer l'économie de l'Algérie. Il décide d'appliquer sans tricherie le Statut de 1947.

Pour empêcher le succès de cette politique d'intégration, le FLN décide de créer un « fossé de sang » entre les deux communautés résidant en Algérie. Les 20 et 21 août 1955, encadrés par le FLN, des arabo-berbères de la région de Constantine se soulèvent, attaquent les quartiers européens des villes et les fermes isolées des colons. Il y a une centaine de morts. Les colons réagissent avec autant de violence et pratiquent la « chasse à l'Arabe ». Il y a un millier de morts.

Le FLN a réussi son pari. Les colons effrayés ne veulent pas de l'intégration. Les nationalistes modérés rejoignent les rangs du FLN. Le gouverneur général renonce à sa politique d'intégration et donne la priorité à la lutte armée contre les rebelles (ce que l'on appelle alors la « pacification »). Le 30 septembre, la France est mise en accusation devant l'assemblée générale de l'ONU pour sa politique « coloniale » en Algérie.

## Les combattants et les méthodes de combat

L'armée française qui vient d'être battue en Indochine, est transférée en Algérie pour participer au « maintien de l'ordre » (qui est normalement une tâche de la police). Pour occuper les villes et les campagnes et y interdire les actions des rebelles, les gouvernements français d'Edgar Faure (centre droit) et de Guy Mollet (socialistes et centre gauche) vont faire appel aux jeunes gens accomplissant leur service militaire obligatoire. On va les maintenir ou les rappeler « sous les drapeaux » au-delà du temps légal. Pour renforcer les effectifs, l'armée va recruter, parmi les arabo-berbères favorables à la France, des combattants dont les plus nombreux seront les harkis. Les « rebelles » (ou « fellagas ») recrutent volontairement parmi les arabo-berbères.

Cette guerre, qui n'en a pas officiellement de nom, va donner lieu de part et d'autre à des actions d'une violence extrême, dont la plupart sont interdites par les conventions internationales concernant les militaires (torture, exécution sommaire, égorgement, mutilation...). S'y rajoutent les actions militaires classiques (combat, bombardement, contrôle du terrain...)

## **La guerre jusqu'au retour au pouvoir du général De Gaulle**

De novembre 1954 à mai 1958, les différents gouvernements français ne parviennent pas à briser la rébellion militaire des nationalistes algériens, ni à proposer des réformes qui seraient acceptables par les nationalistes (pour la plupart désormais partisans de l'indépendance de l'Algérie) et les colons d'origine européenne qui sont partisans du maintien de l'Algérie française.

Les partis politiques ne peuvent pas grand-chose sur la situation militaire. Mais surtout aucun ne veut être celui qui va porter la responsabilité politique et historique de la « liquidation » de ce qui reste de l'empire colonial. Les gaullistes, qui sont partisans de l'Algérie française, en profitent pour tenter de retrouver le pouvoir qu'ils ont dû abandonner en 1946.

## **La guerre pendant la présidence du général De Gaulle**

Au début de juin 1958, De Gaulle est de retour au pouvoir grâce à l'action des partisans de l'Algérie française (mais aussi il bénéficie de la lassitude des Français face à l'impuissance des partis politiques pour résoudre le problème algérien). Deux voyages en Algérie en juin et juillet 1958, le convainquent rapidement qu'il est impossible de garder l'Algérie et qu'il faudra négocier avec les rebelles. Son but est de garantir la sécurité des colons qui resteraient vivre en Algérie. Il pense aussi pouvoir conserver le Sahara où des gisements d'hydrocarbures viennent d'être découverts.

L'armée traque efficacement les combattants de l'ALN, ce qui doit permettre de négocier en position de force.

Progressivement De Gaulle va proposer la solution de l'autodétermination de l'Algérie. Pour cela il va demander aux Français de métropole mais aussi aux arabo-berbères et aux colons de décider par référendum ce qu'ils souhaitent faire de l'Algérie.

Les colons et une partie des officiers se sentent trahis .

En janvier 1961, le référendum ayant massivement soutenu l'autodétermination (c'est-à-dire que les Algériens devront décider de leur avenir), les colons extrémistes fondent l'OAS une organisation terroriste.

La situation politique est difficile en France métropolitaine. L'OAS y organise des attentats (y compris contre De Gaulle). Certains manifestent contre les attentats OAS. Beaucoup de manifestations, réprimées par la police parisienne, se terminent par des morts et des blessés (comme au métro Charonne en février 1962).

## La fin de la guerre et l'indépendance

Le 18 mars 1962, les Accords d'Évian permettent de régler le « problème algérien ».

Dès le 19 mars les combats cessent.

Mais l'atmosphère de violence entretenue par l'OAS dès le 23 mars en assassinant des militaires du contingent à Alger, et par la riposte de certains éléments du FLN et de l'ALN, conduisent la quasi totalité des pieds noirs à quitter précipitamment l'Algérie.

Au cessez-le-feu du 19 mars 1962 en Algérie, 91 régiments sont créés. La Force locale de l'ordre Algérienne, composée de 10% de militaires métropolitains et de 90 % de Militaires Musulmans de tous bords même des harkis permet d'éviter une plus grande tragédie.

Une partie des harkis, à qui le gouvernement français refuse l'asile en France, sont massacrés par les nationalistes algériens.

Le 3 juillet 1962, l'Algérie devient indépendante

